

Le Fond Monétaire International (FMI) force les pays pauvres à adopter la privatisation de l'eau.

Le Fond Monétaire International a, en tant que partie intégrante de son programme de prêts sous le programme de Réducteur de la pauvreté et de croissance forcé certains des pays les plus pauvres du monde à entreprendre la privatisation des compagnies des Eaux. Mais loin de réduire la pauvreté, imposer cette conditionnalité va plutôt contribuer à la pauvreté, dit Sara Grusky.

Une revue au hasard des politiques de prêts de Fonds Monétaire International au niveau de 40 pays, révèle que l'année dernière (2000) les accords de crédits du FMI dans 12 pays comprenaient des conditions imposant la privatisation des compagnies d'eau, ou un recouvrement total des coûts.

En général, c'est les pays africains et les plus petits, les plus pauvres et les plus endettés qui sont soumis aux conditions du FMI sur la privatisation de l'eau et le recouvrement intégral des coûts.

Ironie du sort, la majorité de ces prêts était négocié sous le Nouveau Programme de réduction de la Pauvreté et de la Croissance du FMI (PRGF), une réforme annoncée avec beaucoup de fanfare en 1999 lorsque les délégués du FMI prétendaient que les nouvelles facilités de crédit réorienteraient les mesures d'ajustement structurel controversées sur les activités que les gouvernements emprunteurs identifient comme aboutissant à la réduction de la pauvreté.

Au lieu de contribuer à la réduction de la pauvreté (devrions nous dire éradication de la pauvreté), la privatisation de l'eau et l'important recouvrement de coûts rendent l'eau moins accessible et moins abordable pour les communautés à faible revenu qui constituent la majorité des populations des pays en développement.

L'impact le plus immédiat de réduction de l'accessibilité de l'eau tombe sur les femmes et les enfants. Plus de 5 millions de

personnes, la plus part, des enfants, meurent chaque année de maladies causées par l'absorption d'eau de mauvaise qualité.

Lorsque l'eau devient plus chère et moins accessible les femmes et les enfants qui supportent la plupart du fardeau des corvées journalières domestiques doivent se déplacer plus loin et travailler encore plus dur pour trouver de l'eau – souvent de l'eau provenant de sources et de fleuves pollués.

La signification d'autant de conditions relatives à la privatisation de l'eau et au recouvrement des coûts dans les crédits du FMI est double. Tout d'abord, dans la hiérarchie des institutions financières internationales, le FMI permet l'accès à d'autres créanciers et investisseurs internationaux. Par conséquent les conditions du FMI pèsent lourdement sur les gouvernements emprunteurs. Deuxièmement, il est fréquent que les prêts de la Banque Mondiale aient comme première condition, la conformité à certaines conditions du FMI. C'est ce que l'on appelle «cross conditionality» Dans la division du travail entre les deux institutions, c'est la Banque Mondiale qui a la première responsabilité des questions «structurelles» telle que la privatisation des compagnies d'Etat.

Par conséquent, on peut présumer que dans chaque pays où les conditions de prêt du FMI comprennent la privatisation de l'eau ou le recouvrement total des coûts, il existe des conditions de prêts correspondantes de la Banque Mondiale, ainsi que des projets hydrauliques qui mettent en œuvre les détails financiers, des gestionnaires et techniques nécessaires pour de telles restructurations.

Douze pays ont été identifiés et leurs conditions spécifiques de prêt FMI relatives à la privatisation de l'eau ou du recouvrement de coûts ont été résumées. Huit des douze pays identifiés se trouvent en Afrique Subsaharienne. Dans six de ces pays, les conditions du FMI nécessitent quelques formes de privatisation, dans quatre pays les conditions nécessitent aussi bien la privatisation qu'un coût de recouvrement élevé.

Commençant par l'Angola, le programme du FMI y est un programme de suivi du personnel alors que la condition de prêts est un repère structurel. Dans cet exemple, les tarifs de l'électricité et de l'eau sont ajustés selon les formules acceptées avec la Banque Mondiale. En résumé, les tarifs de l'eau sont ajustés périodiquement pour recouvrer les coûts, y compris une rentrée raisonnable sur les capitaux.

Au Bénin, le programme du FMI est la Réduction de la Pauvreté et la Facilité de la Croissance, (PRGF). La condition de prêt est qu'après une révision de cadre réglementaire, le gouvernement s'attend à compléter la privatisation avant la fin du troisième trimestre de l'an 2000. Le programme du FMI de la Guinée Bissau s'appelle politique de secours post-conflit et la condition de prêt est le transfert de la gestion de l'électricité et de l'eau à la compagnie privée.

continued on page 5

Table des matières

Editorial.....	2
La mondialisation, arme politique et économique.....	3
Les ONG demandent au chef de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) de cesser sa « campagne pour un nouveau Round ».....	5
Le processus d'intégration de la paix de personne à personne implique l'invitation à une participation.....	6

ADEN LINK

Mai-juin 2001

Rédacteur-en -Chef:

Joseph Pokawa

Type setting :

Centre de Documentation et d'Information
Ecuménique d'Afrique Australe (EDICISA)

Conception et maquette :

EDICISA

Impression :

Desktop Media Agencies
Tel: 253859 Cell: 091 353 175

Toute information à adresser à :

Le Rédacteur-en-Chef,

ADENLink

2-131 Montgomery Drive

Prospect Waterfalls

PO Box A 1969 Avondale

Harare

Zimbabwe

Tel : 263-4-667912

Fax : 263-4-667912

Portable : 263 23743590

E-mail : aden@mango.zw

aden@telco.co.zw

Site web : www.aden.org.zw

GESTION D'ADEN

Coordinateur du programme

Joseph Pokawa

Comité de gestion :

Thabi shane (président, Afrique du Sud)

Abu Brima (vice président, Sierra Leone)

Peter Lubwama (Trésorier, Ouganda)

Sophie Kubywa (Kenya)

Jean Marie Ndour (Sénégal)

Comité des Directeurs

Thandiwe Nkomo (Président)

Bishop P. Mutume

Dr John Makumbe

Nikki Jazdowska

EDITORIAL

Le nouveau millénaire semble avoir amené avec lui de nouveaux défis pour nous tous dans le monde en développement et particulièrement pour ceux d'entre nous travaillant dans le domaine du développement. Beaucoup de choses se passent et qui ont un impact négatif sur les communautés avec lesquelles nous travaillons. Dans la majeure partie des régions africaines que j'ai visitées ces derniers mois, la vie en général est très difficile pour les populations ordinaires. Pour toute réponse, les membres d'ADEN ont intensifié leur travail.

Le phénomène le plus excitant dans le travail dans les programmes d'Education pour le Développement (DEP) que j'ai pu visiter en République Démocratique du Congo (RDC), au Burundi, au Rwanda, au Togo, au Bénin, au Nigeria, au Niger, au Ghana, en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone et ceux qui ont pu informer ADEN de leurs activités, c'est la détermination de certains des membres à travailler pour la construction de fortes communautés à la base par la formation pour la transformation ainsi que ses activités parallèles. Un bon nombre de membres d'ADEN est impliqué dans des projets auto-gérés qui visent à la pérennité en conférant le contrôle sur les personnes. Certaines de ces activités sont perçues comme étant des réponses à des problèmes particuliers alors que d'autres sont des résultats de «nouvelles connaissances» acquises à partir de la formation. La plupart de celles-ci sont des activités indigènes, émergeant comme les problèmes locaux. Dans tout ce processus, la Formation pour une transformation a souligné la nécessité pour les personnes de participer et par conséquent l'accent est mis sur un développement basé sur les personnes.

Une fois un certain nombre de personnes engagées et concernées contribuent les fruits de la construction sont ainsi semés.

Mais avant cela nous devons relever un certain nombre de défis en tant que praticiens de PED dans notre travail avec les pauvres pour établir des groupements puissants à la base.

La première chose à faire c'est de les aider à traverser un processus qui les aide à comprendre que « Les projets sont meilleurs s'ils sont basés sur l'analyse propre des gens, des problèmes aux quels ils font face et trouvent les solutions / activités plus effectives s'ils les formulent et contrôlent leur mise en œuvr »

La formation pour la transformation aide à y arriver. Elle ne considère pas les pauvres comme étant de simples «bénéficiaires», mais comme étant les contrôleurs du processus même de développement.

La deuxième chose est que les communautés doivent être aider à aller au-delà de la satisfaction des besoins pratiques (besoins économiques) pour plutôt satisfaire les besoins stratégiques (principale cause) de leurs problèmes. Les pauvres doivent être informés des causes même de leur pauvreté. C'est-à-dire qu'ils doivent être aider à voir que leur vulnérabilité, isolation, silence, maladie, faibles revenus, avoir maigre ainsi que leur explorateur tout ceci militent contre eux. Ils sont pauvres et le restent parce que leurs issues sont fermées, en partie par leur manque de confiance en eux-mêmes et le manque de ressources et en partie leur manque d'accès à l'information.

Troisièmement, en tant qu'éducateurs pour le développement pour la transformation le changement, nous devons soutenir les pauvres de telle sorte qu'ils puissent avoir contrôle sur les biens qui leur permettent de combattre la pauvreté. Mais, micux encore, notre soutien doit démontrer aux pauvres qu'ils ont, collectivement la possibilité de mener une action qui change radicalement leur situation. Le point de départ peut être plutôt modeste. Commencer toujours avec une activité à laquelle les gens se réfèrent.

Le quatrième défi à relever est de leur faire comprendre ce qui se passe réellement dans leur travail et leur force. Comment les pratiques du travail les a changé ? Par exemple un tisserand villageois peut produire du tissu de bonne qualité, mais n'est payé que des miettes, alors que le tailleur des villes qui produit la même marchandise peut gagner trois ou quatre fois plus que ce que le tisserand villageois gagne. C'est la même chose au niveau international entre le travail des pays en développement et le travailleur des pays développés. Cela aboutit à une sensibilisation sur les questions globales qui ont un effet direct sur la vie et les activités quotidiennes des personnes, pendant qu'au même moment cela cultive au niveau des gens une approche analytique au processus

continued on the next page